

Jean-Paul Bachy :

« L'économie au cœur du projet régional »

Le président du Conseil régional prône une région « plus ouverte » et qui communique plus facilement grâce au développement des grandes infrastructures (notamment ferroviaires), mais aussi aux réseaux de communication électroniques de pointe. Et il appelle les Champardennais à s'en servir toujours plus, persuadé que les grands pôles économiques régionaux, à commencer par Reims et Troyes, doivent mieux travailler ensemble pour aider la région à surmonter ses difficultés. Pour Jean-Paul Bachy, les oppositions ont participé à la fragilisation de l'économie régionale, alors que les atouts existent et que les complémentarités peuvent s'exercer.



■ Vous venez d'entamer votre second mandat à la tête du Conseil régional, quelles sont vos priorités sur le plan économique ?

Nous avons décidé de poursuivre et d'accélérer la modernisation de la région. Pour cela, il faut continuer de mettre en place toutes les infrastructures indispensables et tirer un bien meilleur bénéfice de notre positionnement géographique, intéressant à proximité immédiate de l'Île-de-France mais aussi des grands bassins économiques du Nord et de l'Est. Il faut encore soutenir l'activité, partout, surtout après la crise que nous avons traversée. L'économie est véritablement au cœur de notre projet régional. Elle l'était, elle le reste.

■ Quand vous parlez d'infrastructures, vous pensez à Vatry, qui fait l'actualité en ce moment avec la mise en route de vols de passagers ?

Je pense notamment à Vatry. L'aéroport Paris-Vatry, pour être précis, fait partie des grandes infrastructures régionales, et l'Aube a tout à gagner à s'associer aux efforts collectifs mis en œuvre pour faire décoller cet outil de développement, véritablement stratégique pour l'ensemble de notre territoire. Vatry est le premier aéroport de l'Aube, non ? Et l'Aube doit en tirer profit au maximum, comme la Marne ou d'autres. Mais, pour réussir, il faut, me semble-t-il, aux Aubeois s'engager aujourd'hui plus fortement dans la définition des

orientations et dans les charges liées à un tel outil de développement, aux côtés des membres de l'Association Paris-Vatry Project (APVP). L'APVP regroupe déjà plusieurs collectivités, en lien avec la SEVE, société chargée de l'exploitation de l'aéroport, et dont la CCI de Troyes et de l'Aube est l'un des actionnaires historiques. Vous parlez d'actualité. Effectivement, car la première étape du renouveau, c'est l'arrivée de la compagnie low cost Ryanair à la fin de ce mois de juin. J'ai confiance, même s'il faut encore être prudent dans le développement du passager, en complément du fret. C'est un moyen de concentrer de l'activité économique, de générer des emplois et d'apporter des services nouveaux, notamment sur le volet touristique. Je pense que les magasins d'usine troyens,

par exemple, ont un réel intérêt à voir arriver chaque semaine des Norvégiens en provenance d'Oslo et des Suédois en provenance de Stockholm, avec un certain pouvoir d'achat. Nous devons être attractifs pour ces nouveaux visiteurs appelés à aller s'amuser à Eurodisney, certes, mais aussi à visiter nos caves de champagne, nos villes et biens d'autres lieux constitutifs de notre remarquable patrimoine. Aussi faut-il continuer à le mettre en valeur — je pense à Clairvaux, entre autres — et en faire la promotion auprès de nos visiteurs en provenance du nord ou d'ailleurs.

■ **Vatry est un sujet qui, tout naturellement, nous amène à la question du développement d'un axe ferroviaire nord-sud, inexistant pour l'heure en Champagne-Ardenne... Est-ce un besoin ?**

C'est une idée qui avait été lancée par certains élus de l'Aube et par des acteurs économiques de votre département, rappelons-le. Elle a été reprise par l'ensemble des composantes du Conseil régional lors de la précédente mandature. Doubler l'axe autoroutier d'une liaison ferroviaire, cela permettrait de desservir Vatry, de renforcer la multimodalité de cette plate-forme, mais cela créerait également un lien fort entre les principales métropoles de notre région. C'est essentiel en termes d'aménagement de territoire. Trop longtemps, nos départements et nos villes ont travaillé en se tournant le dos. Alors que des coopérations sont possibles. Les villes de Sedan et Charleville-Mézières, dans les Ardennes, y sont parvenues. Nous devons faire davantage communiquer entre eux les grands pôles économiques de Reims et de Troyes. Je reste persuadé qu'en mettant davantage en commun nos atouts économiques, touristiques et culturels, nous réussirons mieux demain. C'est mon ambition, en tous cas.

■ **Votre slogan est donc toujours « Fédérer pour réussir » ?**

Plus que jamais. Nous avons une région qui, je crois, s'est affaiblie à cause de ses divisions et oppositions. On ne peut plus se le permettre au XXI^e siècle. Il faut au contraire mettre à profit les atouts considérables que nous avons pour peser,



Bio express

Né le 30 mars 1947 à Charleville-Mézières, Jean-Paul Bachy a effectué une partie de ses études dans cette ville des Ardennes avant de rejoindre les lycées François 1^{er} à Fontainebleau, puis Henri IV à Paris. Ses études supérieures le conduisent de la Faculté des lettres de l'Université de la Sorbonne à l'ISST (Institut des sciences sociales), en passant par l'IEP (Institut d'études politiques) de Paris. Il débute sa carrière professionnelle comme attaché au Centre de recherche en sciences sociales du travail, de 1970 à 1974, avant de devenir maître de conférences au CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers), de 1974 à 1984 et depuis 1993. Côté politique, après une expérience d'adjoint au maire de Charleville-Mézières, il gravit les échelons, siégeant dans différents hémicycles : parlementaire européen (1984-1988), conseiller régional de Champagne-Ardenne (depuis 1986), député des Ardennes (1988-1993), maire de Sedan (1995-2004). Elu sous étiquette PS président du Conseil régional de Champagne-Ardenne le 2 avril 2004, il a été réélu le 26 mars 2010 sous l'étiquette divers gauche, cette fois.

pour exister par rapport à Paris et aux grands bassins économiques qui nous entourent. C'est vital. Le contraire serait suicidaire.

■ **La réforme territoriale peut-elle vous y aider ?**

Non, c'est une gribouille totale. Telle qu'elle est présentée, en désignant des conseillers régionaux sur une base cantonalisée, elle va au contraire favoriser le repli des départements sur eux-mêmes et les luttes d'influence. Elle peut constituer un grand recul, alors que la décentralisation fondée sur l'échelon régional a fait ses preuves dans nombre d'autres grands pays du monde. L'Etat ne veut pas l'entendre. Ce qu'il nous propose c'est une contre-réforme qui nous ramène plus de 30 ans en arrière et risque de nous priver de moyens. Je suis un grand défenseur des départements et de la répartition des compétences. Philippe Adnot a raison de s'opposer sur la question de la clause de compétence générale, car ce qu'on nous propose est d'une incohérence totale.

■ **Sur la fiscalité, jugez-vous aussi sévèrement la réforme de la taxe professionnelle ?**

On nous déresponsabilise. Nous n'allons plus avoir à voter l'impôt. Maintenant, c'est l'Etat, via Bercy, qui va décider de ce qu'on donne aux régions en compensations. Avant, ça n'était pas bézef,

maintenant ça va être zéro. Alors qu'il faut mobiliser tout le monde pour pousser à la croissance économique, on va au-devant d'une crise lourde entre collectivités territoriales et Etat. On nous parle de plan de relance, mais l'Etat a déjà pris deux ans de retard sur les financements du CPER. Nous allons toutefois essayer de continuer d'investir (+6,5 % en 2010 par rapport à 2009). Jusqu'à la fin 2009, les prélèvements de la région au titre de la TP représentaient 65 millions d'euros pour la part région, mais il faut savoir que nous rendions deux fois cette somme aux entreprises à travers nos aides directes, subventions et avances remboursables, contributions à l'embauche d'apprentis, crédits d'innovation recherche (projet Osiris, porté par Soufflet, par exemple), etc.

■ **Vous parlez des entreprises. Justement, que leur apporte la Région ?**

Nous nous mobilisons pour moderniser le tissu économique régional sans tourner le dos aux activités traditionnelles historiques et importantes, telles que le textile dans l'Aube, la sous-traitance automobile dans les Ardennes, etc. Mais nous pensons qu'il faut régénérer l'activité, favoriser en parallèle le développement d'un nouveau tissu de TPE-PME-PMI innovantes et performantes dans les nouvelles technologies ou dans le tertiaire. Ce sont les PME qui créent la richesse et

l'emploi, ne l'oublions pas. Les grands groupes ont tendance, eux, à automatiser ou à délocaliser, on le sait. Cela passe évidemment par le développement du potentiel d'enseignement supérieur et de recherche au sein de notre région. Et là encore, il faut arrêter de travailler chacun dans son coin. Il faut que nos principaux établissements se connectent plus entre eux, que nos grandes écoles s'associent sur des projets avec l'Université, également. Recherche publique et recherche privée

doivent aussi travailler davantage en réseau. Jouons les complémentarités !

■ **Dans ce domaine, la région appuiera-t-elle le projet porté par l'ESC Troyes et la CCI de l'Aube, comme elle a pu le faire dans la Marne récemment, pour continuer le développement du site troyen ?**

Nous ne sommes pas dans une comptabilité mesquine. Mais nous devons faire attention

aux deniers publics, compte tenu de tout ce que je viens d'expliquer. Nous regardons avant tout la qualité des projets. Quand l'Aube a porté le projet de l'UTT, ou celui de la Technopole, nous l'avons soutenue et nous avons cofinancé comme il le fallait. Idem pour les parcs d'activités — voir le parc logistique de l'Aube. Les promoteurs du projet ESC Troyes sont venus me voir pour me présenter leur dossier et ils ont été les bienvenus. Nous les aiderons comme nous aiderons la délocalisation de l'EPF (Ecole Polytechnique Féminine) sur le site de l'UTT, le moment venu. Nous avons participé à l'arrivée de Science Po et de Centrale dans la Marne et au développement de RMS parce que, là encore, il s'agissait de bons projets. D'intéressantes initiatives sont prises dans cette région et, on l'a vu avec l'association réalisée pour le développement de l'alternance et de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur. Nous les finançons. Il faut continuer dans ce sens, en tissant toujours plus de liens. Pour moi, les citoyens de cette région sont à égalité de droits et de devoirs, de Givet à Langres...

■ **La Région se montre-t-elle suffisamment attractive pour les entreprises extérieures ? La méthode est-elle la bonne ?**

Nous avons mis en place une méthode régionale consensuelle avec un code de déontologie appliqué, qui me semble être un bon choix, Cadev étant la structure chargée d'aller démarcher les entreprises et de les amener sur notre territoire. Ensuite, les cahiers des charges des entreprises sont transmis aux différents acteurs concernés sur les territoires. Personne n'est oublié, il y a une rigoureuse égalité des chances pour chacun d'entre eux. A mon sens, cela se passe très bien.

Ligne Paris-Bâle : « *Besoin de tout le monde !* »



« La Région n'a pas ménagé ses efforts, et personnellement je me suis battu sur ce dossier depuis mon arrivée à la présidence, avec Pierre Mathieu, en charge des transports, pour faire avancer l'électrification de la ligne Paris-Bâle, juste contrepartie des financements octroyés par nos collectivités pour la réalisation du TGV-Est européen. Il y a eu des avancées. Pour peser fort dans la balance, tout le monde a signé en faveur de l'amélioration de cette infrastructure ferroviaire très importante pour le sud de la Région : les présidents des quatre départements, la maire de Reims, le président de la CAT, le président de la Région Ile-de-France et celui de la Champagne-Ardenne...

J'espère seulement qu'à la SNCF, on ne va pas nous jouer un tour en nous disant maintenant "OK pour Paris-Troyes, c'est bon, mais ensuite c'est fini". C'est-à-dire la fin des trains vers Chaumont et au-delà, ce qui ne serait pas acceptable. On ne peut pas laisser mettre une croix sur Chalindrey et sur la liaison vers l'Est. Pour mener ce combat-là, pour aider les Haut-Marnais dans cette nouvelle éventuelle bataille, j'attends le soutien de tous, et des Aubois, évidemment. J'espère également que du côté de RFF (Réseau ferré de France), maître d'ouvrage, et donc chargé de battre la mesure sur les études et travaux, on tiendra les délais. Il nous vaut rester vigilant ».

Des contenus en plus grâce aux Flashcodes

Une vidéo de l'interview de J.-P. Bachy, abordant la question des fonds d'investissement régionaux



Gérard Maubrey (Président UIMM régionale) :

« Mettre la formation en adéquation »

Len avait fait l'une des grandes priorités de son mandat à la tête de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) de Champagne-Ardenne : le Contrat d'objectifs "Métallurgie 2009-2014" est signé depuis quelques jours. Gérard Maubrey s'en réjouit, car c'est le fruit d'une longue et riche démarche partenariale associant l'Etat, le Rectorat, les syndicats et le Conseil régional de Champagne-Ardenne. Ce dernier ayant la compétence pour la formation professionnelle et l'apprentissage, et ayant mis en place un Schéma régional de formation tout au long de la vie, aura été un des acteurs majeurs de cette concertation (trois ans de travail tout de même). Le résultat, consensuel, répond aux enjeux d'une branche professionnelle qui tient à conserver et à recruter des compétences, à changer d'image et à travailler en totale cohérence avec tous les acteurs concernés. Bref, qui souhaite une formation en adéquation avec les besoins des entreprises et qui veut plus d'anticipation... « *Tous les partenaires ont*



joué leur rôle pleinement et notamment la Région sur ce dossier très technique et complexe, visant à faire qu'on analyse mieux l'offre de formation actuelle et future, sur tout le territoire régional, pour être en phase avec l'évolution de nos systèmes industriels. Cela suppose de ne rien lâcher, de pouvoir effectuer des transpositions d'année en année. Mais le cadre est fixé. Il est clair et réaliste », remarque Gérard Maubrey, avant d'ajouter : « *Il faut savoir dépasser les questions d'idéologie. Moi, je ne fais pas de politique, mon combat, c'est celui de la défense des entreprises. Or, nous avons rencontré sur ce dossier une belle motivation, une réelle implication des techniciens, mais aussi des élus et du président du Conseil régional Jean-Paul Bachy, dont on sait qu'il s'intéresse au monde des entreprises, qu'il va sur le terrain et dans nos centres de formation, dont on voit qu'il est acharné à défendre notre tissu industriel, notamment en cette période de crise.* »

Dominique Lemelle (Président CCI) :

« Des infrastructures indispensables »

Le budget devrait être équilibré, les finances publiques devraient être comblées, la dette publique devrait être réduite, l'arrogance de l'administration devrait être abolie et contrôlée, et l'aide aux pays étrangers devrait être diminuée, de peur que Rome ne tombe en faillite. Les gens doivent encore apprendre à travailler au lieu de vivre de l'aide publique... Ce n'est pas Dominique Lemelle qui le dit, mais cette citation de Cicéron est quand même accrochée dans son bureau. Elle date de - 55 avant JC...

Les problèmes ne sont pas nouveaux donc, et le président de la CCI est le premier à tenter d'y trouver des solutions, poussé entre autres par la RGPP qui doit conduire la chambre consulaire à faire mieux avec moins de ressources à l'avenir (15 à 20 % en moins). « *Dans nos entreprises, nous devons nous adapter en période de crise.*

Dans les institutions, il faut qu'il en soit de même. A la gouvernance d'avoir des idées pour franchir ces caps difficiles», estime-t-il. Concernant la politique économique régionale, il soutient l'idée de maintenir la liaison ferroviaire Paris-Troyes-Chaumont-Langres. « *Ne pas le faire serait criminel pour la Champagne méridionale, et idiot. Cela nous priverait de connexions non seulement vers l'Est, mais aussi vers Dijon.* ». Toujours au sujet des infrastructures, il défend l'axe nord-sud, qui doit « *rapprocher les villes phares de Reims et de Troyes, alors même qu'historiquement et géographiquement, tout les sépare. C'est pourtant une colonne vertébrale indispensable pour gagner.* » Quant au développement de Vatry ou celui du Port de l'Aube ou de l'ESC Troyes, dans une ville de transmission des savoirs et au dynamisme retrouvé, il considère que c'est « *d'une nécessité absolue.* »

